

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI

27

NOVEMBRE

1975

N° 45

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Juan Carlos : giscard au te deum. protestons dans la rue !

Aujourd'hui, Giscard d'Estaing ira à la messe. Pas n'importe laquelle : une messe solennelle pour célébrer l'accession au trône de Pantin 1^{er}, roi d'Espagne. On ne nous dit pas s'il assistera ensuite au défilé militaire organisé pour la même occasion. Il reste que les deux cérémonies par lesquelles est marqué l'avènement de Juan Carlos sont, comme tout le reste, significatives de la continuité du Franquisme sans Franco : le règne commence comme celui du caudillo assassin, sous le signe du sabre et du goupillon.

Le «libéral» président de la république française va donc bénir de sa présence un régime qui, quoi qu'on puisse en dire, reste authentiquement fasciste. A preuve, «l'indulto» décidé par le nouveau chef de l'État espagnol. On est loin du compte : rien à voir avec la libération des condamnés politiques ; un mélange avec les «droits communs», quelques remises de peines, dérisoires pour des prisonniers dont certains sont condamnés à des peines de prison plus longues que la durée de vie jamais atteinte par un homme. Une mesure qui ne concerne pas les emprisonnés visés par le «décret-loi anti-terroriste» de septembre, qui reste toujours en vigueur. Autant dire que, précisément, on cherche même à exclure les «politiques» de cette fausse clémence par laquelle se caractérisent tous les terrorismes anti-populaires.

Nous aura-t-on assez dit, l'espace d'une journée, qu'il faut attendre, faire confiance, que Juan Carlos ne peut pas tout de même tout faire d'un coup, qu'il doit tenir compte des ultras du régime... A tout prix, il fallait nous convaincre que Juan Carlos s'apprête à libéraliser, qu'il va le faire, qu'il commence déjà.

Cet acharnement à nous endormir vise un but bien précis : faire taire les protestations qui montent contre le scandaleux aval donné par le gouvernement français au régime espagnol. Depuis les drapeaux en berne pour la mort de Franco, jusqu'au voyage de Giscard à Madrid aujourd'hui, notre régime en fait trop, au-delà des simples exigences routinières des usages diplomatiques.

A cela, il y a de solides raisons, sonnantes et réverbérantes : l'Espagne, paradis pour les capitaux étrangers depuis deux décennies, l'est entre autres pour les capitaux français. Qu'importe donc à Renault, à Citroën, que les meilleurs fils des peuples d'Espagne croupissent des années encore dans les geôles infectes du successeur de Franco ? Pendant ce temps, leurs profits sont à l'abri. Sous la protection de la garde civile et de la brigade politico-sociale, ils ont toute latitude pour exploiter plus avant les travailleurs de Barcelone et de Madrid.

Mais la continuité, pour laquelle ils optent aujourd'hui, d'accord avec leurs collègues américains et avec l'oligarchie espagnole, soulève dès maintenant la colère en Espagne. Ils savent, eux, que les prisons ne s'ouvrent pas d'elles-mêmes, et ils sauront en forcer la porte. C'est avec leur combat révolutionnaire que, face à la solidarité des exploités, nous exprimerons dans la rue celle des exploités. Contre Juan Carlos le pantin. Contre son complice Giscard. Avec les peuples d'Espagne, jusqu'à la victoire, jusqu'à la République populaire et fédérative.

Jean LERMET

flics et cadres hors de paris rhone !

«Aujourd'hui, ce n'est pas de la mise en scène. Aujourd'hui ils cognent et ils n'y a pas d'ambulances pour évacuer les copains blessés».

Mardi, le patron avait organisé toute une mise en scène. Son but : créer des incidents et les grossir, isoler les travailleurs combattifs. Dans la journée, il met sur pied un soit-disant Comité anti-grève reçu par le préfet. Mercredi matin, c'est à 200 que la maîtrise enfonce les piquets de grève et rentre dans l'usine du Bèze avec les CRS sur ses talons, prêts à lui donner la main si nécessaire. Ice qui fut le cas à une entrée, face à la résistance du piquet !. Plusieurs travailleurs ont été sérieusement blessés ! Il faut dire aussi que, ce matin, les piquets n'étaient pas aussi forts qu'il y a quelques jours. Les dirigeants de la section CGT, l'Union Métaux porte une lourde responsabilité :

Qui est rentré à fond dans le jeu de la direction, dans ses manœuvres pour isoler les grévistes les plus résolus, en les qualifiant d'extrémistes, sinon ces gens qui, depuis deux jours, publient dans la presse locale des communiqués calomniant la lutte et le Comité de grève ?

suite page 5

HIER, LES JOURNÉES D'ACTION DANS LE SECTEUR DE LA CHIMIE



voir page 5

PORTUGAL

VOIR PAGE 8

offensive réactionnaire dans l'armée

DERNIÈRE MINUTE

Mobilisation des militants révolutionnaires à Lisbonne, qui craignent un assaut généralisé contre les sièges de leurs organisations.

Le P«C»P s'oppose à toute mobilisation, grève ou manifestation importante.

La GNR (corps de police) aurait occupé le journal República, arraché par ses travailleurs au Parti Socialiste et mis au service des luttes des masses.

Des régiments du nord font route vers Lisbonne pour renforcer la réaction.

Le P«C»P s'oppose à toute mobilisation, grève ou manifestation importante.



la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL.
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 paris
de 8 h.30 à 13 h.

UN BILLET POUR LA UNE

Je pense qu'il y a des idées dans la presse bourgeoise qu'il ne faut pas avoir peur de reprendre quand elles sont bonnes pour nous. Le billet de la première page en est une, à mon avis. La différence serait que l'auteur changerait tous les jours. Je suis sûr que les lecteurs seraient prêts à envoyer leur prose pour une telle rubrique, dont le titre reste à trouver. Dans le genre : « la perle du jour », « le poing du quotidien », « il faut le dire ! », etc... Polémique, humoristique pourquoi pas, visant juste pour faire mal, un tel billet permettrait à de nombreux lecteurs du Quotidien d'aiguiser leur plume contre la bourgeoisie. Voici un exemple, tout frais, que je vous livre comme ça. C'est à étudier.



UNE MESSE POUR FRANCO :

Tous les auditeurs d'Europe 1 ont pu entendre cette annonce, lundi à 13 h 15. au cours des informations. Aucun détail n'a manqué : jour, heure et lieu du saint sacrifice. Ainsi on aura épargné aux nazillons du P.F.N. la coûteuse et pénible tâche d'imprimer et de distribuer leurs invitations aux portes de la Madeleine et autres sanctuaires des beaux quartiers de Paris. Ils s'en souviendront, n'en doutons pas, Monsieur André Arnaud.

ECHO DES ENTREPRISES

Enfin le bourreau des peuples d'Espagne est mort. La comédie de son agonie aura duré si longtemps que beaucoup à l'atelier (petite entreprise de la zone industrielle de Vitrolles) n'en parlaient même plus. Et puis jeudi matin, ça y est, la nouvelle est arrivée : Franco est mort. La joie se lisait sur de nombreux visages. Déjà il y avait eu des discussions dans l'atelier sur la vie de Franco, la guerre d'Espagne, l'avenir des peuples d'Espagne à partir du Quotidien du Peuple affiché au vestiaire. Comme convenu depuis le début de l'agonie de Franco, nous nous sommes retrouvés à plusieurs autour d'une bonne bouteille à midi à la cantine. Et tout en mangeant, nous avons évoqué la vie d'assassin de Franco, le fascisme en Espagne, ce que représente pour les ouvriers espagnols, et nous nous sommes interrogés sur les possibilités d'un soulèvement des peuples d'Espagne. L'un d'entre nous avait 14 ans en 1936, il nous a parlé de tous les enfants qu'il a vu arriver en France orphelins. Par opposition à la vie de cette ordure fasciste, nous avons évoqué la vie de ce grand révolutionnaire que fut Ho Chi Minh. Après un toast porté aux peuples d'Espagne, nous sommes retournés au travail prolonger les discussions auprès de nos camarades à l'atelier. Même en France les ouvriers ont enterré Franco... à leur manière !

Le quotidien du peuple
AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES
UN JOURNAL
FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT
POUR CEUX QUI LUTTENT
UN DEBAT PERMANENT
POUR LA VERITE

SOUTENU PAR LE PEUPLE

Je ne vois pas encore clairement ce que doit être un quotidien communiste, mais sans attendre d'avoir les idées claires sur ce point, je vous adresse rapidement quelques remarques qui me tiennent à cœur...

Je pense qu'il faudrait une rubrique régulière sur la théorie Marxiste-Léniniste par exemple sur des questions souvent discutées comme celle de la violence, la dictature du prolétariat... Egalement une rubrique du type « problèmes du travail révolutionnaire », également une rubrique polémique léniniste détruisant les théories petites bourgeoises (l'autogestion).

Les discussions que j'ai eu avec des lecteurs du QdP confirment l'aspect largement positif du QdP (courrier, débat sur la crise, actualité bien expliquée comme les articles sur le sahara). Un aspect toutefois à ne pas négliger : plus de simplicité encore dans le style des articles. Les lecteurs sont conscients des difficultés que rencontre le QdP, mais sont convaincus de la nécessité d'un tel Quotidien.

Soutenu par le peuple, le Quotidien vivra et s'améliorera !

un lecteur de Lille

Pour notre part, antifranquistes, nous savons que le jour où nous manifesterons pour la libération de nos camarades qui croupissent dans les geôles de Juan Carlos, nous devons compter sur nos seuls moyens pour le faire savoir au peuple de France. Car, comme les autres, vous, journaliste « honnête et impartial », ce jour-là vous vous taisez.

amitiés révolutionnaires
un lecteur de orsang-sur-Orge
(Essonne)

**S'INTÉRESSER A
TOUS LES ASPECTS DE LA VIE**

...Les articles sur les femmes, les jeunes, les cités, les vieux, la presse des jeunes ont été très appréciés. Cela montre que le Quotidien du Peuple s'intéresse à tous les aspects de la vie. Même s'ils sont encore trop rares cela est largement positif.
de Strasbourg

communiqués

LILLE

**MANIFESTATION
JEUDI 27 NOVEMBRE
LILLE (GRAND-PLACE) 18 h 30**

A bas le franquisme sans Franco

Libération de tous les prisonniers politiques

Ni roi, ni junte, ni convergences, République Populaire et Fédérative.

A l'appel du Parti Communiste Révolutionnaire et d'autres organisations.

C.U.S.P.E.

Le Comité Unitaire de Solidarité avec les Peuples d'Espagne (CUSPE) appelle tous les anti-

franquistes à venir apporter leur soutien à la lutte révolutionnaire des peuples d'Espagne sur les mots d'ordre suivants :

Amnistie immédiate pour tous les prisonniers politiques.

Retour des exilés.

Non à la monarchie, continuation du franquisme.

Non à la présence de Giscard au couronnement de Juan Carlos.

En Espagne, ni roi, ni junte, République populaire.

Peuple de France, Peuple d'Espagne, solidarité.

**MANIFESTATION
JEUDI 27 NOVEMBRE
MÉTRO PARMENTIER - 18 h 30**

oui, un journal révolutionnaire financé par les travailleurs qui le lisent, c'est possible !

Roannes - G.L.	10 F	Lyon	
Rennes	60 F	un enseignant	50 F
Montceau	80 F	un soudeur	20 F
St-Michel/Orge - A.S.	100 F	mère de famille	15 F
Toulouse - R.C.	50 F	chauffeur-livreur	15 F
St-Innier - S.A.	100 F	employée de bureau	50 F
Pau	110 F	Moulinex	80 F
Manosque - V.D.	100 F		533 F
Crémieu - J.L. C.	50 F	Marseille	800 F
Paris - M.B.	200 F	Reims	750 F
Rouen - C. H.	50 F	Rennes	
St-Jean Bourn - R. D.	200 F	Ecole Normale	20 F
Lons-Le-Saulnier - L.N.	100 F	un enseignant	24 F
Strasbourg		un chômeur	10 F
un couple		une animatrice	10 F
pour le 12 pages	100 F	Caen	110 F
un travailleurs algérien	10 F	Orsay	10 F
des travailleurs de la Télé	90 F	Ste-Geneviève-des-Bois	33 F
une collecte	40 F	Paris - cercle INSEE	100 F
Nancy	25 F	Paris	
St-Sorlin - S.E.S.	30 F	un postier	100 F
Paris		mère d'une camarade	100 F
des jeunes travailleurs	15 F	un lecteur 18 ^e	150 F
P.B.	10 F	un professeur de dessin	200 F
J.-L. S.	35 F	un étudiant	50 F
Angers	300 F	M. R.	600 F
Paris	6 315 F	Luxembourg - T.D.	20 F
Montceau	690 F	St-Mandé - M. E.	150 F
Besançon	2 980 F	Montreuil	
Chalons	150 F	un ouvrier espagnol	10 F
Nancy - Longwy -		Niort	
Villierupt	4 260 F	secrétaire d'intendance	100 F
Ivry-Vitry	2 850 F	Paris - M.R. manutentionnaire	
Gennevilliers	1 970 F	hospitalisé à St-Antoine	50 F
Nantes	420 F	St-Denis	
Caen	1 060 F	une famille ouvrière	10 F
Lyon	2 750 F	Paris - un malade hôpital	
Lille - Roubaix -		Cochin	10 F
Dunkerque	1 050 F	Paris 10^e - un dentiste	100 F
Aubervilliers	5 F	Paris - hôpital St-Antoine	
Levallois - PUK	13 F	un travailleur antillais	6 F
	70 F	une aide-soignante	30 F
	120 F	Colombes - une infirmière	300 F
	50 F	TOTAL : 31 454 F	
St-Denis		Déjà souscrit pour les 15 millions :	31 152,50
une étudiante	20 F	Total souscrit pour les 15 millions :	62 605,50
un ancien résistant	10 F	Reste à souscrire :	87 394,50
C.E. RES	250 F		

RASSEMBLONS LES 15 MILLIONS

je souscris

10 F 50 F 100 F ___ F

Nom
Profession
Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

FRONT ROUGE

N°1 - NOUVELLE SÉRIE

**organe central
du PCR (ml)**

est paru

LE NUMÉRO : 5 f

Passez votre commande :
FRONT ROUGE - BP 161
75864 PARIS CEDEX 18
CCP 31 191 14 La Source

Le Quotidien du Peuple
(publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication :
Y. CHEVET
imprimé par L.M.F.
Diffusé par les NMPP
Numéro de commission paritaire :
56 942

le mouvement d'ensemble et la question de la révolution

La nécessité d'un mouvement d'ensemble, nous l'avons vue se dégager, comme la seule riposte capable de faire pièce à la politique d'ensemble de la bourgeoisie.

C'est une nécessité qui a été perçue, progressivement, qui est le résultat de toute une expérience accumulée de la situation de crise et de la politique de crise de la bourgeoisie.

Au début de cette année, après l'échec de l'offensive des postiers, pendant toute une période, c'est le doute, l'interrogation chez les travailleurs : «est-il possible de lutter ?». Etant donné l'ampleur du chantage à la crise, l'ampleur des menaces contre toute grève accusée de mettre en péril l'économie, de conduire à des catastrophes irresponsables.

Et puis, peu à peu, apparaît la réalité d'une politique qui vise à faire payer la crise aux travailleurs, qui organise le chômage à grande échelle, la baisse du salaire réel, tout en intensifiant le travail par ailleurs. Et alors la voie, la nécessité de la lutte s'affirme. D'abord dans certaines usines, pour le salaire, contre le chômage partiel. Puis, ce printemps, dans de grandes entreprises comme Renault, Usinor, Chausson, les travailleurs passent à l'offensive pendant des semaines, résolument et entraînent, autour d'eux, la solidarité et d'autres luttes dans les usines proches.

Mais cette première vague de l'offensive ouvrière a aussi montré que, les luttes, usine par usine, avaient beaucoup de difficultés malgré les concessions obtenues, à faire aboutir les revendications. Elles se heurtent à la politique d'ensemble de la bourgeoisie, intransigente, parce qu'elle redoute, dans la situation actuelle, que tout recul significatif de sa part, dans un secteur particulier, ne se répercute rapidement et suscite toute une série de luttes en même temps.

Ainsi, par rapport au début de l'année passée, les arguments de la bourgeoisie, du chantage à la crise ont été largement rejetés dans la classe ouvrière. La nécessité de la lutte, de passer à l'offensive est beaucoup plus clairement exprimée. Mais «Comment lutter ?», c'est l'acquis de ces derniers mois qui conduit à la nécessité d'un mouvement d'ensemble. Nous avons vu comment la construction de ce mouvement d'ensemble dépendait de l'unification autour des véritables revendications essentielles, dépendait aussi du développement de formes nouvelles d'organisations pour la lutte.

VERS UN MAI 68 OUVRIER

Mais de fait, toutes les interrogations sur les moyens de construire un tel mouvement d'ensemble, tous les choix à faire en vue de sa réalisation sont dans leurs fonds politiques.

Et il faut y venir.

C'est ce que demande un lecteur qui nous écrit : «Vos derniers articles sur le mouvement d'ensemble, je crois qu'ils ne posent pas clairement la question : sur quoi ce mouvement pourra-t-il déboucher ? Je ne crois pas que ça puisse être tout de suite la révolution, mais alors quoi : un nouveau Grenelle ou l'Union de la Gauche au gouvernement ? Ce n'est pas bien enthousiasmant ! Je crois que si les travailleurs hésitent à partir en lutte, c'est un peu parce que cette question les tracasse. Il faudrait discuter sur ce qu'ont dit des gars au cours de votre enquête, c'est-à-dire : «il faudrait un nouveau mai 68». Moi, je crois que les gens attendent quelque chose de plus qu'un mouvement revendicatif. Ils veulent quelque chose qui ait une portée politique, mais ceux qui ont déjà compris ce qu'étaient les révisionnistes, ne voient pas justement ce que pourraient apporter politiquement ce mouvement d'ensemble

Effectivement, quand on envisage le développement d'un mouvement d'ensemble, dans notre pays, on est amené à se référer naturellement au mouvement de mai 68.

Mais il existe déjà la conscience que ce mouvement prendra nécessairement un caractère différent, qu'il s'agira d'un affrontement de classes, beaucoup plus marqué, «un mai 68 ouvrier» où la classe ouvrière tiendra la première place.

Parce que la défiance acquise depuis, dans de nombreuses luttes, vis-à-vis de propositions au moins tactiques des révisionnistes et aussi l'usure du Programme Commun, ne permettront plus à la bourgeoisie de s'appuyer aussi largement sur le poids des idées et de l'organisation révisionnistes (le PCF et son emprise sur les rouages de la CGT). En mai 68, déjà, les accords de Grenelle, souvent n'avaient pas été acceptés dans de nombreuses usines et perçus plus comme une trahison qu'un succès raisonnable tel que le présentait Ségué.

Parce que la force politique conquise ces dernières années par la classe ouvrière dans la vie du pays, au fur et à mesure qu'elle remettait en cause la domination révisionniste qui la paralysait, ne permettra plus à la petite bourgeoisie d'occuper le devant de la scène, de représenter positivement en ce sens, l'essentiel des forces introduisant une série de remises en cause du révisionnisme, sans pour autant être capable de tracer une ligne de démarcation conséquente, d'offrir une alternative constructive dont puisse s'emparer la classe ouvrière.

Une décantation s'est effectuée depuis, à l'épreuve de la vie, de la lutte de classes, qui a permis de rejeter ou de laisser en marge du mouvement les conceptions anarchistes, spontanéistes et aussi trotskistes qui occupaient, alors, une place importante dans les courants se réclamant de la révolution. D'autant plus que, depuis 1968, toute une série de couches intermédiaires entre le prolétariat et la petite bourgeoisie (postiers, employés de banques, d'assurances, hospitaliers, grands magasins) ont appris, dans la lutte, à se rapprocher de la classe ouvrière, que les postiers, eux, ont de plus, été amenés à réfléchir au bilan du rôle des révisionnistes dans l'échec de la grande grève d'octobre/novembre 1974.

Enfin, les clivages politiques qui se précisent au sein de la paysannerie entraîneront de nombreux paysans pauvres ou moyens pauvres à s'unir beaucoup plus étroitement qu'en mai 68 au combat d'ensemble de la classe ouvrière.

Tous ces facteurs font que la bourgeoisie ne pourra compter faire face au mouvement d'ensemble, avec les mêmes moyens qu'en mai 68 : obtenir, avec le soutien des révisionnistes, au prix de quelques concessions sur les revendications, la dislocation du mouvement de la classe ouvrière et faire accepter, comme seule issue politique «acceptable», le recours à l'arbitrage du système électoral bourgeois.

QUELLE ISSUE POLITIQUE !

Mais quelle issue politique ? S'il y a hésitations et refus de s'engager dans un mouvement qui déboucherait sur les mêmes solutions qu'en mai 68, s'il y a

LES TRAVAILLEURS ET LA CRISE



exigence que ça aille «beaucoup plus loin», il n'y a pas pour autant, encore, en général, de vision claire de l'issue politique au mouvement d'ensemble.

Quel changement politique la bourgeoisie serait amenée à opérer, pour riposter aux aspirations profondes qui se feront jour dans le mouvement ? Appeler Mitterrand et le Parti Socialiste à la tête du gouvernement ? Former un gouvernement «d'union de la gauche» ? Donner un rôle prépondérant au parti révisionniste lui-même ?

Toutes ces solutions, si elles sont envisageables, ne satisfont pas non plus, tous ceux qui veulent que le mouvement d'ensemble «en vaille la peine», qu'il aboutisse à des changements politiques réels. La division de l'union de la gauche, le discrédit des révisionnistes se montrant de plus en plus comme des éléments extérieurs à la classe ouvrière, font apparaître de telles issues, tout au plus, comme «un moindre mal», une solution de toute façon insuffisante, inefficace, dangereuse même, s'il n'y a pas «autre chose» avec.

Et c'est là que trouvent leur place toute une série d'idées plus ou moins confuses qui, sans dénoncer explicitement, le caractère bourgeois de ces «solutions», cherchent à proposer des moyens illusoirement pour leur conférer un contenu révolutionnaire : soit la conquête, dans le cours du mouvement, de pouvoir à la base, allant dans le sens de l'«autogestion», soit la stratégie du «soutien critique» à un gouvernement de gauche, le «débordant» par le mouvement de masse, l'acculant progressivement à des mesures de plus en plus radicales.

AVANCER VERS LA RÉVOLUTION

L'écho que peuvent rencontrer ces idées, reflète à la fois l'approfondissement de l'exigence du socialisme, de l'aspiration au pouvoir des ouvriers et des paysans et la difficulté, au sortir d'une période de domination du révisionnisme dans le mouvement ouvrier, à envisager clairement la voie menant au socialisme, le processus de la révolution.

L'exigence du socialisme, elle se marque de plus en plus fréquemment, en particulier dans les luttes. A travers la remise en cause de l'organisation du tra-

vail, de l'anarchie du système capitaliste de production, que de la justice bourgeoise, à travers les affrontements avec la police, et les expériences de reprise de la production, la volonté et la nécessité d'un changement radical de société en arrive à se formuler de la façon la plus générale, mais la plus nette aussi. La question du pouvoir est posée de plus en plus largement. «On veut diriger le pays, c'est sûr et c'est possible» déclarait récemment un jeune ouvrier de Paris-Rhône. «Pourquoi tout le monde nous met des bâtons dans les roues ? C'est pour empêcher ça... et moi, il me semble qu'on peut y arriver ! C'est plus comme en mai 68 où le PCF et les types qu'il a au syndicat dirigeaient tout. Aujourd'hui, ce qu'il faut c'est que la masse commande. On se battra pour ça !». Et une ouvrière : «Ce qu'on veut, ce qu'attendent les ouvriers, c'est gouverner eux-mêmes le pays !».

Mais la voie menant à l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans dans notre pays, demande à être clarifiée. Si le fait que l'établissement du pouvoir prolétarien passe nécessairement par la révolution, par la destruction du pouvoir bourgeois n'est pas clairement saisi, reste obscurci par des idées révisionnistes, ou de coexistence, par des illusions de type réformiste, alors, l'hésitation politique à engager le mouvement d'ensemble subsistera de façon importante car il n'y aura d'autres perspectives, en définitive, que de servir à porter au gouvernement, d'une façon ou d'une autre, des partis bourgeois de «gauche». Si l'objectif de la révolution prolétarienne n'est pas suffisamment clarifié, c'est effectivement le révisionnisme qui, momentanément, risque de tirer profit du mouvement d'ensemble.

L'enjeu du mouvement d'ensemble, au plan politique, n'est pas de savoir au fond sur quel remaniement du pouvoir bourgeois il peut déboucher, mais jusqu'à quel point la classe ouvrière, au cours de ce mouvement, dans sa prise de conscience du révisionnisme, dans sa capacité d'organisation autonome, dans la clarification de son projet politique propre, de l'idée de la révolution prolétarienne.

C'est cette question de la révolution prolétarienne que nous allons maintenant essayer d'éclairer, de préciser, contre toutes les idées issues du révisionnisme ou des différentes variantes du réformisme qui l'obscurcissent encore.

QUAND LES PATRONS SE PLAIGNENT

Le bulletin des patrons «CNPF Patronat» dans son numéro de novembre 75 déplore qu'un «véritable racisme anti-patrons se développe». A preuve, les patrons sont accusés de tous les maux.

Cet article du syndicat des patrons a bien sûr rencontré l'approbation de ses adhérents qui estiment avoir tous les motifs de se plaindre. Ainsi un patron écrit au CNPF pour demander un millier d'exemplaires de l'article en question pour le «faire largement distribuer auprès de mes clients et fournisseurs».

Ce patron a certainement de gros soucis ne serait-ce que pour boucler ses fins de mois ou payer son loyer, à en juger par la façon dont il se présente : «Je suis le chef d'une entreprise de 200 personnes réalisant 150 millions de chiffre d'affaires. J'avais le sentiment d'appartenir à la race de ceux qui font la France».

Non contents de nous exploiter, nos patrons voudraient qu'on les en remercie !

MINJOZ MAIRE SOCIALISTE DE BESANÇON INAUGURE UN MONUMENT A LA GLOIRE DES GUERRES COLONIALES

Minjoz en compagnie d'Edgar Faure, du recteur, du directeur de cabinet du préfet et d'autres personnalités inaugure un monument aux morts, le 23 novembre. S'étaient fait excuser pour cette cérémonie, le ministre Durafour et l'ex-général Jouhaud, ancien chef de l'OAS. Le monument aux morts est dédié, devait dire l'orateur «à la mémoire de tous les morts civils et militaires inhumés dans les anciens territoires français d'outre-mer au terme d'une vie généreusement consacrée à la grandeur de la France». Edgar Faure devait avouer «on m'avait préparé tout un discours, mais je préfère laisser parler mon cœur». C'est pour les bourreaux des peuples en lutte que parle le cœur d'Edgar Faure, tout comme celui de son compère Minjoz.

correspondance Besançon

QUINZE JOURS DE PRISON FERME POUR UN PATRON

Le tribunal de grande instance de Troyes a infligé une peine de 15 jours de prison ferme et 35 000 francs d'amende à un patron d'une entreprise de travaux publics de Châlons-sur-Marne. Un jeune de 17 ans avait eu un très grave accident sur un de ses chantiers en décembre 74.

Le jeune ouvrier avait fait une chute de 20 mètres, ses facultés physiques et intellectuelles ont été gravement atteintes par cet accident. L'enquête a montré que les mesures de protection étaient insuffisantes, que le patron faisait travailler ce mineur de nuit et pour des périodes de 11 heures consécutives. Les autres ouvriers de cette entreprise travaillaient 12 heures par jour.

MENACES CONTRE LES APPELÉS

Chirac annonce une «initiative importante» pour empêcher le développement des comités de soldats «contraires à la discipline». Le ton violent du premier ministre, les dernières menaces de Bourges qui parle de saisir la Cour de Sécurité de l'État, indiquent clairement que le gouvernement prépare de nouvelles mesures répressives.

LE PROJET DE LOI SUR LA RETRAITE

éliminer les travailleurs les plus usés... pour augmenter les cadences

Le conseil des ministres de mercredi a examiné les projets de loi sur l'abaissement de l'âge de la retraite qui devraient être votés avant la fin 75 et entrer en application en juillet 76 et 77. Derrière les prétentions sociales du gouvernement se dissimule en fait l'un des aspects de la politique de redéploiement qu'il met en place pour les prochaines années.

UN PROJET LIMITÉ, EN NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES ET EN MONTANT DES RETRAITES

Deux catégories de travailleurs sont concernées. Certains travailleurs manuels : ceux qui, ayant cotisé pendant 42 ans au moins (43 en 76), auront occupé, pendant cinq ans au moins de leurs quinze dernières années d'activité, un travail en continu, en semi-continu, à la chaîne, ou sur des chantiers exposés aux intempéries. Nombre de bénéficiaires estimé : 45 000 en 76, au

tant en 77.

D'autre part, certaines mères de famille : celles qui, ayant élevé 3 enfants au moins, auront cotisé pendant 30 ans minimum (y compris 2 ans de bonification par enfant), et qui ont occupé pendant cinq au moins de leurs quinze dernières années d'activité un poste d'ouvrière. Nombre de bénéficiaires estimé : 15 à 18 000. Le montant de la retraite sera de 50% du salaire de référence : il sera donc égal aux retraites de misère actuellement versées à 65 ans. En outre, il sera interdit aux bénéficiaires de reprendre un emploi dans l'entreprise où ils travaillaient.

METTRE AU RENCART LES TRAVAILLEURS LES MOINS RENTABLES POUR RÉDUIRE LES EFFECTIFS ET AUGMENTER LES CADENCES

La dernière condition (le non-cumul), jointe aux conditions de

métier, révèle bien les objectifs du projet. Il s'agit en fait de renvoyer, dans les métiers les plus pénibles, les travailleurs âgés, que le capital estime être un obstacle à ses projets d'intensification des cadences. En ce sens, les mesures annoncées touchent non seulement les vieux travailleurs, par le caractère dérisoire des retraites accordées, mais tout le personnel, pour qui, elles promettent une intensification du travail ! C'est ce qui se passe déjà dans les nombreuses entreprises où des travailleurs ont été mis en pré-retraite ou licenciés, et là où les départs à la retraite ne sont pas remplacés (RATP...). Les patrons n'envisagent pas d'embauches, à l'heure où ils réduisent au chômage partiel.

Aussi n'est-ce pas par simple solidarité que tous les travailleurs doivent s'unir contre ces lois soi-disant sociales.

FAIRE PAYER LA NOTE AUX TRAVAILLEURS

Ces mesures, quoique limitées, joueront dès 76, un rôle important dans l'aggravation du déficit de la Sécurité Sociale. Au total, on peut en estimer le coût à 2 milliards de francs, pour un déficit total prévu d'environ 10 milliards en 76.

Or le patronat se refuse à tout accroissement des cotisations des entreprises, appuyé - nul ne s'en étonnera - en cela par M. Fourcade (cf. le Quotidien de

lundi 24). On peut d'ores et déjà prévoir un financement assuré en partie par l'augmentation des cotisations des salariés, en partie par l'Etat. Compte tenu de l'origine des recettes du budget, c'est au total les quatre-cinquièmes au moins qui seront à la charge des travailleurs.

Ainsi est-il clair que, comme les autres, cet aspect particulier de la politique de redéploiement du capital pèsera entièrement sur le niveau de vie de la classe ouvrière et de tous les travailleurs : retraites de misère, diminution des salaires nets, et accroissement des cadences.

La réalité de la politique sociale du capital, c'est cela !

Marcel MÉTAYER

RETRAITE A 50 ANS POUR LES TRAVAUX PÉNIBLES

«Actuellement, les manœuvres prennent, dans leur grande majorité, leur retraite cinq à dix ans après les instituteurs alors que, pour disposer d'une retraite de même durée moyenne, ils devraient en bénéficier environ cinq ans avant eux !» C'est là la conclusion d'une étude parue dans la revue «Problèmes Économiques», qui montre, chiffres à l'appui, que les travailleurs effectuant des tâches pénibles devraient en fait obtenir la retraite non pas à 60 ans, mais à 50. Nous exigeons ce droit à la retraite à 55 ans, pour les hommes, 50 ans pour les femmes et les travailleurs des secteurs pénibles et postés !



l'accord dans l'informatique entre CII et Honeywell consécration d'un échec de l'impérialisme français

Annoncée depuis six mois par Giscard d'Estaing, prévue au plus tard pour le 31 octobre, la fusion entre le groupe informatique français CII, (contrôlé par la CGE et THOMSON CSF), et le groupe Honeywell Bull, filiale du groupe américain Honeywell, vient d'être décidée et n'a plus qu'à être signée officiellement.

Les discussions ont été vives et finalement le gouvernement français, en la personne de d'Ornano, le ministre de l'Industrie a pratiquement cédé aux exigences de Honeywell : la nouvelle société CII-HB sera largement subventionnée par l'État français : 6 milliards pour les 4 ans à venir, dont 4 milliards de commande. De plus, il s'engage à combler le déficit de la CII (765 millions de francs au total). En «contrepartie», l'accord prévoit que les capitaux français représenteront 53 % du capital total : l'État rachète 9,5 % des actions d'Honeywell Bull (pour 110 millions de francs) et la CGE fait de même. L'accord prévoit aussi la possibilité du rachat par la

France des parts d'Honeywell.

En fait la «majorité» française ne signifie pas grand-chose : c'est bel et bien la société multinationale Honeywell, qui par le poids de sa technologie imposera ses décisions à la nouvelle société.

Cet accord consacre donc la faillite d'un vieux rêve de l'impérialisme français, celui, conçu par de Gaulle, à l'époque de la politique «d'indépendance nationale», de créer un secteur informatique français, capable de rivaliser (du moins sur le marché français) avec les trusts américains (en particulier IBM qui couvre 67 % du marché mondial). En 1964, ce projet avait connu un premier échec : la Compagnie des Machines Bull (qui fabriquait des ordinateurs) était rachetée par le trust US General Electric qui devait le céder en 1970 à Honeywell, créant ainsi Honeywell Bull. Deux ans après, le gouvernement français lançait le Plan Calcul, et en décembre 1966, la CII était créée avec force de subventions. Par la suite, un accord était signé avec le groupe

hollandais Philips et le groupe allemand Siemens pour tenter de rivaliser, avec les trusts américains sur le marché européen et qui donnait naissance à Unidata. Mais la CII n'était pas de taille à côté de ses «partenaires» européens. Cet accord signifiait en fait la mise à la remorque de la CII du groupe allemand Siemens. Par ailleurs Honeywell Bull et son allié CGE, actionnaire de CII, multipliait les pressions pour que la société française abandonne ses partenaires européens.

Entre temps, le déficit de la CII n'avait fait que s'accroître malgré les subventions de l'état (plus de 3 milliards depuis sa création) et malgré la «réussite technique» de certains ordinateurs. Dès lors, il ne restait plus à la bourgeoisie que trois solutions : poursuivre Unidata ou nationaliser CII, solution proposée par les directions syndicales y compris la CGC, ou accepter l'accord CII-Honeywell Bull.

Le gouvernement a refusé la première parce que, d'après M. d'Ornano, elle «aurait amené la France à être minoritaire au sein d'une société européenne» et «aurait été au moins aussi coûteuse». En refusant la deuxième et en choisissant la troisième, il reconnaît de fait la suprématie de la technologie américaine et abandonne ses projets de voir se développer une société française de l'informatique, concurrentielle avec les trusts étrangers.

Guy MORY

MITTERRAND : DÉJEUNER CORDIAL AVEC KISSINGER

Mitterrand se montre ravi de sa rencontre avec Kissinger, un des chefs de l'impérialisme américain. Déjeuner cordial, dans une atmosphère de sympathie, etc... Kissinger gratifié des épithètes de «réaliste», «contraire d'un robot»...

Mitterrand a dû s'expliquer sur les points qui préoccupent le plus l'impérialisme en Europe :

- le Portugal : coup de patte au PCP «le plus attardé d'Europe, un rappel du temps de la guerre froide». Coup de chapeau aux américains : «Il faut noter que la politique américaine est plus discrète que d'habitude, elle se tient dans les limites raisonnables».

- La gauche au pouvoir en France : «Il n'y aura pas de renversement des alliances... le programme commun comporte le maintien de l'alliance atlantique. Si notre partenaire n'est pas d'accord sur cet élément de notre contrat, à lui d'en tirer les conséquences». Et Mitterrand de déployer tous ses talents pour démontrer qu'un gouvernement à majorité socialiste bien loin de nuire aux relations avec les États Unis, les «affecteraient favorablement».

Si Kissinger n'a pas été convaincu, ce n'est pas faute d'efforts de la part de Mitterrand.

Giscard se ménage Guichard et le charge de l'aménagement

Le gouvernement a nommé Olivier Guichard à la présidence d'une nouvelle commission spéciale d'aménagement du territoire. Chargé de remettre un rapport le premier rapport le 1^{er} juillet 1976 et de «faire preuve d'imagination». Par cette nomination Giscard entend donner de

nouveaux gages à l'UDR, après sa décision de limiter la régionalisation aux dispositions de la loi de 1972.

Le choix de Guichard, «baron» de l'UDR est significatif, c'est une nouvelle tentative de Giscard pour se gagner le soutien total de l'UDR.

EDF : «jusqu'à satisfaction des revendications»

Devant le refus de la direction d'accorder satisfaction sur la revalorisation du pouvoir d'achat (surtout des bas coefficients) et l'augmentation des effectifs, les travailleurs du gaz et de l'électricité sont à nouveau en lutte. Alors que le gouvernement parle à nouveau d'augmenter les tarifs de 15%, les salaires stagnent... Les chômeurs à qui l'on coupe le courant ou le chauffage rencontrent de plus en plus le soutien des travailleurs de l'EDF (à Lyon, dans le nord...). Les coupures conséquences de la grève devraient avoir lieu en matinée et, précèdent la CGT et la CFDT : «s'il y a des délestages, ils seront du fait de la direction qui privilégiera les industries aux dépens des ménages, pour tenter de développer des contradictions avec les grévistes.

D'autant que la combativité dont témoignait la manifestation du 14/11 se continue, comme en témoigne l'action menée contre les sanctions (prises à l'encontre des grévistes par la direction Ile de France de Saint-Mandé).

Lundi 24, une forte délégation de travailleurs allait trouver le chef de centre. Suite à son refus de céder, le chef et son adjoint ont été sequestrés jusqu'à paiement de la demi-journée de grève du 14 et la levée de toute sanction. Rapidement rejoints par des travailleurs de différents dépôts, un millier d'occupants bloquèrent ainsi le standard et la salle de télécommandes des sous-stations ! Une «proposition» provocatoire du chef de centre : payer les passagers des voitures et sanctionner les conducteurs fut repoussée avec indignation. Deux flics en civil furent chassés. A minuit, nous étions encore 150 à sequestrer le chef qui céda alors, sur tous les points ! Nous sommes sortis, le poing levé en chantant l'Internationale, pour répliquer au cadre qui s'était permis, dépité, de nous traiter de «tout juste bon à chanter la pêche au moule» ! Que le PCF ne vienne plus après cela nous parler des «intérêts communs» qu'on aurait avec ce genre de personnage.
Corr. EDF-VAL DE MARNE

chimie les patrons doivent payer

2 000 personnes se rassemblaient hier matin place de l'Alma à Paris, dans le cadre de la journée d'action de la chimie. Bien que limitée du point de vue de la participation, cette manifestation n'en était pas moins combative ! A juste titre, car dans la chimie les restructurations vont bon train. Des délégations des grands trusts, PUK, Rhône-Poulenc, BP, Roussel-Uclaf, mais aussi beaucoup de délégations de petites boîtes de l'industrie pharmaceutique, premières victimes du «redéploiement» (comme ces travailleurs de chez Rolland menacés de licenciements massifs). Les mots d'ordre offensifs : «salaire, emploi : seul le combat paiera», «les patrons doivent payer, PUK paiera», «2 000 francs mini, 300 F pour tous» sont largement repris. On arrive devant le siège de l'UIC (union industrielle de la chimie). Après des prises de paroles longues et embrouillées, n'offrant pas d'autres perspectives que de participer à la journée d'action du 2 décembre, les directions syndicales donnent l'ordre de dispersion. C'est en scandant des mots d'ordre que les délégations rejoignent leurs cars.



Cette manifestation est révélatrice des questions qui se posent aujourd'hui et qui conditionnent une offensive ouvrière de grande ampleur. Il y a une grande volonté de lutte comme on le voit dans le caractère offensif de la manifestation d'hier matin, ou l'action menée juste avant à PCUK-Levallois où une centaine de travailleurs sont allés demander des comptes à leur patron sur la baisse de leur pouvoir

d'achat et la détérioration de leur condition de travail. Mais, des actions ponctuelles, sans lendemain, sur des bases floues ne sont pas à même de mobiliser largement les travailleurs ; de la chimie, comme des autres branches. C'est la leçon qu'il faut tirer aussi de la participation limitée à cette manifestation.

Gérard PRIVAT

FLICS HORS DE PARIS-RHÔNE

SUITE DE LA PAGE 1

Bien plus, non content de mener un travail de sape à l'intérieur, ils multiplient leurs efforts pour isoler la grève de Paris-Rhône.

- Qui s'oppose, par des calomnies sur le Comité de grève, dans les sections syndicales CGT des usines de Lyon, à ce que s'organise le soutien à Paris-Rhône, qui avait convoqué, ce matin, à 1 km de l'usine, une manifestation de la métallurgie du 8ème, soi-disant de soutien, en fait, de division ?
- Quand les camarades de Paris-Rhône sont venus appeler les manifestants en renfort, qui a empêché que cela se fasse ?
- Qui a eu le culot de couper la parole à la délégation des grévistes de Paris-Rhône ?

A la SNAV, lundi, un révisionniste de la CGT disait tout haut

ce que les autres pensaient tout bas, souhaitant publiquement «que les CRS évacuent le terrain pour l'ouverture des négociations». Eh bien, grâce à eux, c'est fait !

«A bas les flics au service des patrons» criaient les travailleurs au nez des CRS. Pas un ouvrier n'est rentré, les appels du patron à reprendre le travail étaient couverts par les mots d'ordre et la chanson de la grève !

Le Comité de grève appelait à un meeting de soutien, à 17 H devant l'usine du 8ème. La CFDT en a prévu un autre pour jeudi soir même heure, un gala de soutien s'organise pour la fin de la semaine. Malgré les entraves mises par les révisionnistes, des délégations de Petercem, CGEE,

SNAV, DELLE-Alstom, Videocolor, Sigma, etc sont venus dans la journée.

Hier soir à l'usine du 3ème un révisionniste de l'Union des métaux CGT a débarqué dans la section syndicale : «il faut évacuer l'usine ! C'est vous qui bloquez les négociations. Dépêchez-vous, Charrière attend. Vous avez une heure pour vous décider.» Les ouvriers présents, échauffés, ont rejeté cette «invitation». Plusieurs d'entre eux sont venus en délégation au meeting du 8ème à 17 H où, malgré l'opposition de certains dirigeants de la section CGT du 3ème, une camarade a pris la parole pour condamner cette trahison !

H. GRANGE

3 MORTS CHEZ JAZ (PARIS) : capital assassin !

Hier matin, à 7 H 15, une explosion se produisait, au 64 bis de la rue de Boétie, à Paris, dans les sous sols de la société Jaz. En quelques temps, 3 personnes mourront asphyxiées : une employée et deux personnes travaillant sur un ordinateur. A 10 H, de nombreux camions de pompiers sont encore là ainsi que des experts ; des planches, des papiers jonchent le sol. Le patron est là, venu s'informer de ce qui a bien pu se passer... Qu'en est-il de cet «accident» ? D'après ce que l'on peut savoir, un transformateur EDF ou une chaudière aurait sauté. Mais l'un ou l'autre ne change rien à l'affaire. La cause de l'explosion, c'est un électricien qui nous la donnera. «Cet accident n'est pas étonnant, ces appareils, ils ne sont pas changés depuis des dizaines d'années alors qu'on ajoute sans cesse de nouveaux appareils électriques». Pourquoi ? «Ça leur fait des économies, c'est le pognon avant tout. Oui, non seulement ces appareils sont vieux, mais en

plus ils sont très rarement vérifiés ; quand ils le sont, les inspecteurs complices des patrons, ferment les yeux sur leur mauvais état. La réglementation, fort limitée n'est même pas appliquée», diront des passants. Ce qui intéresse les capitalistes, c'est le profit avant tout, la sécurité des ouvriers, ils s'en moquent. Sait-on qu'hier matin, alors que 3 personnes ont été tuées à 7 H 15, celles-ci n'ont été retirées de l'immeuble qu'à 9 H, les pompiers ne pouvant rentrer ? Et les employés asphyxiés n'ont même pas pu sortir vu qu'il n'y a pas de sortie de secours ! Aujourd'hui, il est à prévoir que le patron de Jaz s'empresse d'installer une porte de secours pour calmer la colère des employés, «mais ils le font une fois qu'il y a eu des morts». Mais les travailleurs sauront imposer le respect de la sécurité à Jaz comme ailleurs «On ne peut pas laisser les patrons se payer des morts en toute bonne conscience» diront des passants !

le PCF a Orly «ÉLARGIR» LA LUTTE... EN REPRENANT LE TRAVAIL !

Depuis plusieurs jours, la section d'Orly du PCF faisait un battage sans pareil à Air France, pour assurer un plein succès au «grand meeting» qu'elle organisait mardi soir à Orly Ville. Il faut dire que cette réunion n'a pas tout à fait comblé les espoirs révisionnistes, puisque les travailleurs (ayant apprécié à sa juste valeur le «soutien révisionniste» ces dernières semaines) sont rentrés chez eux comme si de rien n'était. Air France ? Dix mille travailleurs. Le meeting du PCF ? 90 personnes pour la plupart des militants du PCF, c'est à dire «l'énorme succès» de cette manifestation ! On y parlera de la lutte en 30 secondes pour dire qu'elle connaît un répit... Une reprise ? C'est le but du PCF. Lundi, par l'intermédiaire de la CGT ils appelleront à «élargir» la lutte en transformant les 4 H de débrayages en une réunion hebdomadaire...

re... Aujourd'hui, les travailleurs sont échauffés, «se réunir un heure par semaine, c'est ce qu'on peut faire toute l'année, ce n'est plus la grève». Mais, les travailleurs débattent car la combativité est encore grande : «continuer mais comment ? Il aurait fallu aller voir les camarades des autres boîtes, mais dès le début». «Il aurait fallu bloquer toute la compagnie» car les révisionnistes disent : «c'est difficile de mettre les autres secteurs en grève, FO est majoritaire», en insultant les non syndiqués qui voulaient faire une collecte. Quand ils voient tout cela, les camarades d'Air France prennent conscience des obstacles dressés par les révisionnistes ; ils réfléchissent «On va sûrement manifester le 2, peut-être que ça va se réamplifier ?».

Richard FEUILLET

«LE TOUR DE FRANCE DES CIP-BAILLEUL A COMMENCÉ»

Malgré la faiblesse de la popularisation, plusieurs dizaines de personnes sont venues à la réunion-débat des ouvrières de CIP-Bailleul, à la MJC de Béthune. La réunion commença par le montage diapos réalisé sur leur lutte, et destiné à servir pour les deux «tours de France» qu'entreprendront les travailleuses de CIP pour «visiter» les régions en lutte. (le premier passera par Epinal, Mulhouse, Besançon, Alès, le second par Fougères, Bolbec, Fiers et Bordeaux). Le débat fut l'occasion de faire le point sur la lutte. «On occupe parce que c'est le seul moyen de défendre notre outil de travail, notre but, ce n'est pas de rentabiliser l'entreprise.» Des travailleuses affirmaient en effet qu'elles ne voulaient pas «jouer le rôle d'un patron».

Nul doute que les travailleurs en lutte réserveront bon accueil à ces deux tours de France.

L'ELA DE GRADIGNAN ENTRE DANS SA 4ème SEMAINE DE GRÈVE

L'usine ELA (électronique appliquée) emploie 280 personnes, dont les 3/4 de femmes. Devant le mécontentement accumulé (la direction applique le minimum des salaires de la Fédération patronale de la Gironde), la grève a été décidée le 31 octobre, sur les revendications suivantes :

- 150 F d'augmentation pour tous
- 13ème mois
- revalorisation trimestrielle du salaire
- reconnaissance et respect du droit syndical

Après 12 jours de grève, la direction n'a proposé que 5% d'augmentation, et depuis bloque tout négociation.

Deux soirées de spectacle ont été organisées le week-end dernier pour contribuer au soutien financier et à la popularisation de la lutte. Aujourd'hui, le mouvement se durcit : un piquet de grève est organisé, afin de réaffirmer la détermination des grévistes.

Corr. Bordeaux

FORGES DE GUEUGNON : LE MOUVEMENT SE DURCIT

Depuis 8 jours, les 2 800 travailleurs des Forges de Gueugnon occupent leur usine, pour imposer le retour aux quarante heures sans perte de salaire, l'indemnisation des jours chômés, des augmentations. Devant les manœuvres de la direction qui recule les négociations sous tous les prétextes, les travailleurs ont décidé de bloquer complètement l'usine, d'empêcher toute entrée et sortie des cadres et des entreprises extérieures.

STRASBOURG : SOUTIEN A CLARK

Les postiers de Bischheim et de Schiltigem ont signé une pétition de soutien aux travailleurs de Clark et l'ont porté en délégation à l'usine : «Les travailleurs des PTT de Schiltigem et Bischheim se déclarent solidaires de la lutte des travailleurs de Clark. Nous sommes conscients que notre intérêt à tous est de développer un mouvement d'ensemble, c'est un des enseignements de notre grève de novembre-décembre 1974. Nous sommes prêts à vous aider pour populariser votre lutte». Les postiers des 2 centres ont signé pratiquement à l'unanimité !

international

ESPAGNE

PINOCHET DEVANT LE TOMBEAU DE FRANCO : «LE CHILI EST A LA RECHERCHE D'UNE NOUVELLE FORMULE DEMOCRATIQUE»

On peut en effet prévoir. Alors qu'il a fait emprisonner et torturer quotidiennement plus de 95 000 chiliens, alors qu'il a fait assassiner des milliers et des milliers de personnes, il a aussi déclaré dans un parterre de fascistes, venus honorer un des leurs, qu'au Chili, «il y a une liberté, une égalité et surtout une grande fraternité» et que... le droit chilien n'autorise par l'emprisonnement des auteurs de délits politiques, mais seulement leur assignation à résidence surveillée loin de leur domicile ! Entre fascistes, on n'est pas à un mensonge près. Ces déclarations révoltantes et criminelles ne tromperont personne. Le peuple chilien poursuit sa lutte dans les conditions difficiles. Il fera payer au bourreau Pinochet.

CARRILLO :

A Paris, Carrillo, secrétaire du PCE, a tenu lundi soir un meeting avec Marchais. «La Constitution du franquisme... nous la rejetons radicalement, pas tant que ça en fait, puisque l'une des garanties politiques demandées à Juan Carlos par le PCE est la légalisation du PCE, ce qui revient à accepter cette constitution modifiée. Et Carrillo de poursuivre : «Nous allons rentrer en Espagne pour en finir avec la constitution franquiste et pour établir une nouvelle constitution démocratique comme celles qui existent dans les autres pays d'Europe». Ce qui, même pour un public mobilisé par le PCF et habitué au programme commun, a jeté un froid.

en bref Moyen - Orient

Les manifestations se succèdent dans la bande de Gaza et sur la rive occidentale du Jourdain. Les Palestiniens habitant dans ces territoires occupés par les Israéliens luttent contre le plan israélien de créer des administrations fantoches dans ces régions. Par des manifestations de masse, distributions de tracts, grèves d'étudiants, ils affirment que l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) est leur unique représentant et le seul organisme qui exprime leurs aspirations nationales. Malgré la répression des Israéliens (arrestations de centaines d'étudiants, fermetures d'écoles), la lutte gagne d'autres régions.

A Jérusalem, les étudiants arabes refusent de participer aux tours de garde que veulent leur imposer les Israéliens pour la «protection» des locaux universitaires. Le président de l'université cherche à les expulser. «Contre qui veulent-ils que je monte la garde ? déclare un des étudiants menacés d'expulsion, contre les Palestiniens ? Or je m'identifie à la lutte palestinienne.»

les anti-franquistes après Franco

déclaration du Front Révolutionnaire antifasciste et Patriotique au Quotidien du Peuple

franco est mort, la lutte continue !

Franco est mort. Depuis des jours, il était clair que son cadavre n'était plus maintenu en mouvement que dans le but de préparer la succession, notamment par les arrestations massives. Les diverses forces d'opposition se préparaient elles aussi, chacune à sa façon. Le Quotidien du Peuple aujourd'hui conclut la publication de son enquête sur cette question en donnant la parole au Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriotique.

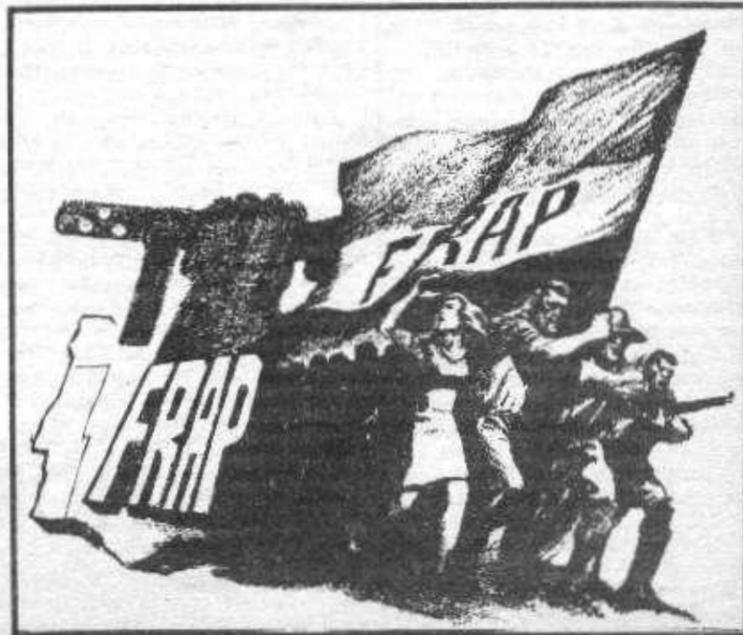
Franco est mort, tout le monde se demande : «et maintenant, quoi ?» La réponse du FRAP est claire : le franquisme continue et par conséquent, la lutte aussi. La tâche des révolutionnaires, des anti-fascistes, des républicains ne peut pas être autre chose qu'un appel vigoureux à redoubler la lutte pour la conquête des aspirations populaires :

- liberté totale et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques,
- le retour des exilés,
- la suppression immédiate de tous les corps répressifs de la dictature,
- les libertés démocratiques pour les peuples d'Espagne.

LE FRANQUISME CONTINUE

Franco mort, le désir de toute la réaction, c'est, comme l'a exposé clairement l'opus-déiste Calvo Serer avec Carrillo de la Junte : «oublions Franco et négociations». Pour eux, c'est le moment d'enterrer bien profondément Franco pour mieux ressusciter la monarchie. C'est l'heure de la recherche des

Mais le franquisme continue et cette même opposition semi-légale le sait bien, elle dont les leaders parlent de sortir au grand jour pendant qu'eux-mêmes, ces derniers jours, se cachaient et «passaient à la clandestinité par crainte des ultras». Leur grande peur, c'est l'opération Lucero, avec ce qu'elle comprend : l'état d'alerte, les dizaines de milliers de personnes fichées et les bandes para-policières. L'opération Lucero s'est mise en route la nuit de la mort de Franco, il est évident que c'est un massif déploiement armé du franquisme. Mais nous ne pouvons pas nous laisser tromper. Le franquisme, ça a été 36 ans d'opérations Lucero. L'état d'exception, la loi anti-terroriste, les peines de mort, les assassinats de nos 5 camarades, du FRAP et de l'ETA, les milliers de détenus au cours de ces 3 derniers mois (peut-être 10 000), ont été déjà une opération Lucero. A cela, il faut ajouter la torture, les assassinats permanents, le blocage des salaires et le chômage, et la hausse effrénée du coût de la vie.



tout pacte avec les secteurs oligarchiques et appelle à la création de Conseils Populaires, à des grèves, des manifestations, des actions de punition contre le couronnement du Pantin. Telle est la position que sont en train de prendre les organisations vraiment anti-fascistes, ETA, UPG (Union du Peuple Galicien), PSAN, le Mouvement Républicain, les Anarchistes, les Socialistes de gauche, etc... Il y a quelques groupes qui veulent jouer le rôle de «aile gauche» de la Convergence, qui déclarent qu'ils ne sont pas entrés dans la Junte parce qu'elle s'est formée dans le dos des forces révolutionnaires et démocratiques, et qui sont allés chercher ces forces dans la Convergence, avec les carlistes requêtes, les monarchistes, et les réactionnaires vaticanistes de toutes sortes. Ces groupes comme ORT, MCE... qui parlent de lutte et acceptent la violence comme «sujet d'étude» ont lancé dernièrement une campagne publique contre le FRAP «groupe», selon eux, «terroriste, aventuriste, sans perspectives, sans appui dans les masses, au service de la réaction». Ces groupes révolutionnaires en paroles, «jaunes» dans les faits font des théories sur le fait que la crise en Espagne n'est pas révolutionnaire, que le peuple n'est pas préparé, sur la grande force des carrillistes dans le mouvement ouvrier et populaire. Ils ne voient pas la chose du point de vue du peuple. Le peuple espagnol, luttant infatigable contre le fascisme, même avec l'état d'exception, les bandes fascistes, les peines de mort et le plan Lucero, est un peuple profondément républicain et pour lui, la mort de Franco ne va être qu'un stimulant de plus pour lutter. Si les USA et le Marché Commun Européen ont donné tout leur appui au Pantin, si même les socio-impérialistes russes ont déclaré dans la Pravda qu'ils espéraient que Juan Carlos serait un roi démocratique et constitutionnel, si à l'intérieur et

à l'extérieur d'Espagne, la marée trouble des monarchistes compte sur tant de dévotion, pour le peuple espagnol en tout cas, il n'y a pas de doute.

UNE AUTHENTIQUE UNITÉ RÉPUBLICAINE ET ANTI-FASCISTE

Le testament de Franco s'est axé sur la fidélité à Juan Carlos. Le testament de Franco, qui n'est pas autre chose que les principes du Mouvement, la loi antiterroriste et les 5 exécutions comme point final d'une dictature sanguinaire, ce testament, Juan Carlos l'a reçu et l'a accepté.

C'est pour cela que le FRAP, aujourd'hui plus que jamais, cherche une authentique unité républicaine et anti-fasciste. C'est pour cela qu'il appelle à intensifier la lutte pour abattre la monarchie fasciste par la lutte révolutionnaire, à expulser l'impérialisme US et à implanter une RÉPUBLIQUE POPULAIRE ET FÉDÉRATIVE.

Au milieu du tintement des verres que, dans les prisons et parmi les peuples d'Espagne, dans l'émigration et dans l'exil, nous avons levés pour saluer la mort du tyran, nous anti-fascistes espagnols et beaucoup d'autres, résonnait le cri courageux des luttes qui ces jours-ci ne cessent pas dans les usines, les quartiers et les universités, annonce des prochaines grandes batailles contre le monarcho-fascisme.

Dans cette lutte, le peuple espagnol, le FRAP sont sûrs de compter sur l'extraordinaire solidarité internationaliste de tous les peuples du monde et plus spécialement du peuple et des révolutionnaires de France, compagnons d'armes dans tant de combats pour la liberté et la République.

Diégo MARTIN membre du FRAP.



UN STIMULANT DE PLUS POUR LUTTER

expédients et des tractations autour du pantin Juan Carlos. L'ex-ministre Fraga Iribarne, «libéral» susceptible d'être sollicité, phalangiste récalcitrant, demande de faire confiance au roi ; le bourreau monarchiste de Bilbao, Areilza explique que Juan Carlos fera «un excellent roi constitutionnel» ; l'ex-ministre Ruiz Jimenez, oligarque «vaticaniste» pro yankee et leader de la Convergence Démocratique, attend du roi l'amnistie et le membre de la Junte Tierno Galvan, social-phalangiste, espère que Juan Carlos entamera un processus démocratique. Les carrillistes demandent « que nous sortions tous au grand jour » ouvertement, les socialistes de la Convergence ne cessent pas de lancer des flatteries à l'armée fasciste, tandis qu'ils discutent en secret sur leur participation ou non aux gouvernements de la monarchie.

Le franquisme, ce n'est pas Franco, c'est la forme de gouvernement de la classe oligarchique espagnole vendue aujourd'hui à l'impérialisme yankee. Le fait que la mort de Franco aigüise les contradictions entre différents secteurs oligarchiques ne signifie rien d'autre pour les anti-fascistes, si ce n'est que c'est le moment d'intensifier la lutte populaire, parce que le triomphe, fût-il partiel, est plus accessible. Telle est la position publique du FRAP. C'est pourquoi l'OSO (Opposition Syndicale Ouvrière) appelle ces jours-ci dans toute l'Espagne à la grève générale dans la construction. C'est pourquoi le PCE (m.l.) renforce sa condamnation de

MARDI SOIR SUR FR3 « L'HOMME PERDU »

un film pour justifier la répression contre les noirs américains

«L'homme perdu», le film diffusé sur FR3, Mardi soir à 20h30 a été tourné en 1969, c'est-à-dire à une époque où le mouvement des noirs américains prenait de l'ampleur, où il suscitait, dans la jeunesse américaine, un enthousiasme important. C'est dans ce contexte qu'il faut le resituer.

Que raconte donc ce film ? «L'homme perdu», inévitablement perdu, c'est Jason. Autrefois pacifiste, Jason appartient maintenant à une organisation clandestine qui a décidé d'utiliser la violence comme moyens de lutte. Pour soutenir des familles de militants noirs, Jason, en utilisant comme moyen de diversion des manifestants non-violents qu'il manipule, commet un hold-up avec prise d'otages. Malgré les efforts de ses amis et d'une jeune femme, il ne s'en tirera pas. Criblé de balles avec elle, il meurt sur le port de la ville.

La voie «violente», celle de la révolte, est donc symbolisée par le hold-up sanglant. Mais le réalisateur Aurthur sait ne pas tomber dans la propagande vulgaire ; pour arriver aux mêmes fins, il utilise des procédés habiles. Durant tout l'histoire, nous sommes du côté de l'homme traqué. Nous sommes censés avoir le regard du noir

américain. Que voyons-nous ? que finalement les flics sont très correct ; ils font leur métier, c'est tout. Comme le dit l'inspecteur : «que voulez-vous, nous sommes des professionnels, je vous donne votre chance, rendez-vous...» Nous sommes loin des fusillades de Harlem !

Jason est tué avec la jeune femme blanche qui le protège. On souhaite - et le suspense est soutenu durant tout le film - qu'il s'en tire parce que la cause des noirs est juste. Mais justement, à la fin du film, la cause des noirs américains, il n'en est plus question. C'est cela la supercherie volontaire du film. Le héros qui tombe, joué par Sydney Poitier, devient au fur et à mesure que se développe l'action un bandit ténébreux, le moteur d'un film policier. Ce qu'on veut nous faire comprendre se résume à cela : les noirs qui se révoltent ce sont des bandits bien sympathiques, mais bandits tout de même. Et comment traite-t-on avec des bandits... en les abattant.

Un film qui justifie les exactions des flics américains contre les noirs. Voilà ce que FR3 nous a diffusé mardi. Poniatowski aura apprécié. Les exactions policières, ça le connaît.

Le film d'Aurthur, «l'homme perdu», tente de justifier la répression qui s'exerce contre les noirs américains. Sa diffusion en France sert à appuyer la campagne pour le renforcement policier. Dans «l'homme perdu» on nous présente les flics



Carnages à Attica, assassinats, la répression contre le mouvement des noirs a été terrible et pour cause, la bourgeoisie craignait que la révolte et la lutte gagne la plus grande partie des afro-américains. La domination exercée à leur encontre, la discrimination raciale qui se manifeste tant au niveau des écarts de salaires pour un même travail dans les ghettos la volonté de maintenir les enfants dans l'ignorance

comme des gars finalement assez «corrects». Quelques exemples sur la répression en 1971. Attica : 43 morts, 200 blessés, assassinat de dirigeants des Panthères Noires, emprisonnement, coups et blessures arbitraires.

ce pour mieux les exploiter, voilà la vie que réserve la bourgeoisie US aux noirs américains. Dans ce contexte, leur révolte est inéluctable. Cela, le film «Attica» de Cinda Firestone réalisé en 71 le faisait sentir. En montrant comment les prisonniers s'étaient organisés pendant leur occupation du pénitencier, ce film démontre l'aspiration profonde à un changement de société et posant le problème de la prise du pouvoir du peuple aux USA.

feuilleton

de Guy Morv et Jean-Paul Gay

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

IL y a bientôt un an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 de Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettant en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin, le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean Paul Gay et Guy Morv ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

«ON NOUS TRAITE COMME DU BÉTAIL»
OU LA MÉDECINE DES HOUILLÈRES

«Ce que vous avez, c'est de la naissance»

«J'ai eu des maux avec ma colonne vertébrale depuis que je travaille à la mine, le médecin des Houillères m'a dit : «Non Monsieur, ce que vous avez c'est de naissance» (un mineur à la Commission Populaire d'Enquête, Le 10/1/75)

Quand un mineur blessé va voir un médecin, on a le dialogue courant :

—«Je voudrais poser blessé ; regardez, ça me fait très mal, je ne peux pas me servir de cette main.»

—«T'as rien, dit le médecin, il y en a beaucoup qui travaillent avec ça, si tu veux te soigner pose malade, ou alors prends sur tes congés.»

«J'ai fait une chute de mobylette en rentrant du travail, j'avais un genou enflé. Le médecin vient, il me dit : «C'est pas grave !» et il me donne des cachets pour la douleur et une pommade pour l'enflure. Comme il allait partir, je lui dis : «C'est tout». Après que j'aie bien insisté, il finit par me donner un bon de radio. J'avais le plateau tibial fracturé et j'ai dû être hospitalisé. (un mineur du coron Rollencourt à Liévin. Il a travaillé au 3 de Lens de 1945 à 1970)

«Les médecins ici, c'est soit des jeunes qui veulent faire du fric pour s'installer ensuite à leur compte, soit des vieux qui attendent d'avoir payé une nouvelle résidence secondaire pour la retraite.»

«Les médecins changent tous les six mois, comment peuvent-ils suivre quelqu'un. Après, ils foutent le camp et ils s'installent. Ils viennent apprendre sur nous, ils nous traitent comme des cobayes.»

«Traités comme des cobayes»

Un mineur donne cet exemple : «un spécialiste de Lille m'avait diagnostiqué une sclérose cervicale, eh bien quand j'ai vu le médecin ici, il m'a examiné tout sauf la tête». Un autre ajoute : «Pour un mal de tête, le médecin donne du pédasol pour les pieds.»

Pour le médecin de la Caisse comme pour le médecin des Houillères, la préoccupation principale est le plus souvent l'appât du gain. Citons cet exemple : à Lens un mineur malade voulait être examiné tout de suite par le médecin de la Caisse de secours. Celui-ci lui a demandé : «Voulez-vous une visite privée ou de la Caisse». Le mineur ayant répondu «privée», il a été pris tout de suite et longuement examiné mais pour... 120 F non remboursés. Lorsqu'il est retourné chez le même docteur en précisant cette fois «en Caisse», il a dû attendre une heure pour n'être examiné que quelques instants.

«Les Houillères ont le bras long»

Dans toutes les régions, jusqu'à Roubaix, les médecins sont en rapport avec la médecine des Houillères. Lorsqu'un mineur va payer une visite privée très chère chez un spécialiste en dehors des mines, espérant échapper à la médecine des Houillères, il est parfois encore entre ses griffes.

«Ma femme a fait pris un rendez-vous pour moi, par téléphone, avec S., médecin privé à Roubaix.

—«C'est pourquoi ?»

—«Mon mari voudrait passer une grande visite.»

—«Qu'est-ce qu'il fait comme travail ?»

—«Mineur.»

Quand je suis allé passer la visite, le toubib avait le dossier des Houillères me concernant entre les mains. Nous avons dû payer le toubib spécialiste : 140 F, entièrement à nos frais. Il m'a fait faire des radios. Quand nous avons demandé pour avoir les radios, on nous a répondu : «Pas possible, elles sont envoyées au centre médical des mines, à La Bassée.» (un abatteur du 4 Lens sauveur lors de la catastrophe du 3).

Au 7 d'Avion, le médecin des mines a fait une «expérience» : il est resté au fond durant tout le poste, il a pesé les mineurs au début et en fin de poste pour voir le poids perdu, il a pris la tension et finalement... conseillé un menu avec beaucoup de citron !!

C'est pour cela qu'aujourd'hui, travaillent au fond de la mine, avec la bénédiction de la médecine des Houillères qui refuse de leur reconnaître un taux d'invalidité suffisant pour cesser le travail, des ouvriers handicapés physiquement, certains même obligés de travailler avec une canne, s'occupent des installations, d'autres directement astreints aux tâches d'abattage comme conducteurs-rabots. Les 42 camarades tués le 27 décembre dernier étaient pour une grande partie des handicapés physiques, des victimes des conditions de travail à la mine.

(à suivre)

programme

JEUDI 27 NOVEMBRE

TF 1
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES les intérimaires
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - SHAFT
21 h 40 - SPECIAL IT 1 Kaddaffi ou * Juan Carlos.
22 h 40 - ALLONS AU CINÉMA
23 h 10 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - LE GRAND ÉCHIQUEUR
23 h 30 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - ALTITUDE 10 000
20 h 30 - L'INCONNU DU NORD-EXPRESS A. Hitchcock
22 h 05 - JOURNAL et fin

VENDREDI 28 NOVEMBRE

TF 1
18 h 15 - A LA BONNE HEURE
18 h 45 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - THÉÂTRE : «LORSQUE L'ENFANT PARAIT. A. ROUSSIN
22 h 45 - LE CLUB DE DIX HEURES
23 h 15 - JOURNAL et fin

A 2
18 h 30 - JOURNAL
18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 45 - Y'A UN TRUC
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - CES GRAPPES DE MA VIGNE feuilleton
21 h 30 - APOSTROPHES
22 h 35 - CINE-CLUB : AU COEUR DE LA NUIT angl. v.o. s.t. de A. Cavalcanti 1945
00 h 15 - JOURNAL et fin

FR 3
18 h 55 - FLASH JOURNAL
19 h 00 - POUR LES JEUNES
19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
19 h 40 - TRIBUNE LIBRE : F.O.
19 h 55 - FLASH JOURNAL
20 h 00 - PROGRAMMES RÉGIONAUX
20 h 30 - VENDREDI la solitude
21 h 20 - CIVILISATION
22 h 10 - JOURNAL et fin

* Ce soir à 21 h 40, TF 1 a programmé un reportage sur l'Espagne. A la mort de Franco, la haine du franquisme qui s'était largement exprimée lors de l'exécution des cinq du FRAP, s'est réaffirmée. La bourgeoisie française, elle, a tenu à assurer de son soutien le pantin Juan Carlos : Giscard doit même lui rendre visite ! L'émission de ce soir s'inscrit dans ce contexte. Il s'agit de nous expliquer que Juan Carlos, c'est autre chose que le franquisme, que c'est les libertés, bref il s'agit pour la télévision de redorer le blason du fascisme...

international

PORTUGAL

le quotidien
du peuple

offensive réactionnaire dans l'armée

Putsch de gauche contré par le gouvernement ? Telle n'est certainement pas la conclusion à laquelle on peut parvenir à l'issue des événements qui secouent le Portugal depuis deux jours. Reprenons les faits.

Mardi à 16 h 30, le président de la république, Costa Gomes, à l'issue d'une réunion avec les principaux chefs militaires de droite, annonçait que l'état d'urgence était décrété, prenant prétexte de l'occupation de plusieurs bases aériennes par les parachutistes de Tancos, récemment révoltés contre leurs officiers réactionnaires. Les soldats de l'école pratique d'administration militaire occupaient en riposte les émetteurs de radio et de télévision, et commençaient à diffuser des communiqués appelant les masses populaires à se regrouper autour des casernes des régiments progressistes menacés, ainsi qu'autour de la radio.

Des milliers de portugais, ouvriers pour la plupart, membres des commissions de travailleurs et d'habitants, répondaient toute la nuit à cet appel, se regroupant autour du RALIS, de la

Police Militaire, des émetteurs de radio, et du palais présidentiel de Belem, où siégeait le conseil de la révolution et où on affirmait que se trouvait le général Otelo de Carvalho, commandant du COPCON et récemment démis de ses fonctions de commandant de la région militaire de Lisbonne.

Aucun parti n'appelait à l'insurrection contre le gouvernement. Au contraire, le parti

révisionniste diffusait pendant la nuit un communiqué affirmant qu'il fallait éviter un affrontement entre «forces révolutionnaires», confondant par là les régiments progressistes avec les forces réactionnaires qui se lançaient à l'offensive contre eux.

Par ailleurs, il faut le souligner, AUCUNE organisation révolutionnaire n'avait lancé le mot d'ordre insurrectionnel pouvant donner prétexte à la répression réactionnaire.

De ce point de vue, les événements au régiment de la police militaire étaient parfaitement significatifs : alors que ce régiment se trouvait à quelques pas du palais présidentiel, les soldats ne faisaient pas un seul pas en direction de ce centre de pouvoir. Au contraire, le régiment publiait un communiqué dans lequel il se mettait entièrement à la disposition de la hiérarchie militaire. Dans la nuit, alors que les commandos d'Amadora chargeaient brutalement la foule massée devant le palais présidentiel, les soldats de la PM, juchés sur les murs de la caserne, assistaient à la scène, leurs fusils-mitrailleurs G3 en main sans esquisser un geste ; il était clair qu'à l'exception du régiment de parachutistes de Tancos, les régiments progressistes adoptaient une tactique strictement défensive, se bornant à protéger leurs casernes respectives. Ce n'est qu'au cours de la nuit, alors qu'il devenait clair que cette tactique livrait pieds et poings liés les soldats progressistes aux commandos d'Amadora et aux chars de la base de Santarem, que le RALIS envisageait enfin de recourir à une attitude offensive à

l'égard des commandos. Cette proposition, faite au régiment de fusiliers marins contrôlé pour l'essentiel par le P«C»P, se heurtait à une fin de non recevoir.

A partir de ce moment, l'offensive de la droite allait pouvoir se dérouler, les commandos prenant successivement possession des bases aériennes occupées par les parachutistes, puis des émetteurs radio et télévision, avant de se lancer mercredi dans la matinée à l'assaut du régiment de la police militaire, défendu conjointement par les soldats et par des membres des commissions de travailleurs. Contre les puissants moyens du régiment réactionnaire, les travailleurs et les soldats, armés simplement de fusils et de fusils mitrailleurs, allaient résister pendant une demi-heure, au cours d'un combat qui faisait trois victimes du côté des commandos et une parmi les défenseurs de la caserne. Tous les soldats du régiment étaient mis en permission et les officiers arrêtés.

L'attaque du régiment de la police militaire venait confirmer que le pouvoir réactionnaire entendait profiter de l'occasion pour résoudre la question de l'armée, dont trop de régiments échappaient à son contrôle. Un peu plus tard dans la journée, c'était le tour du dépôt d'armes de Beirolas, point stratégique vital, d'être attaqué par les chars du régiment de cavalerie de Santarem, qui s'en emparaient sans coup férir.

Il ne reste plus maintenant comme point de résistance que le régiment d'artillerie légère de Lisbonne, mieux armé et organisé pour la défense, et autour duquel de nombreux travailleurs sont encore regroupés.

Dans cette affaire, le parti révisionniste portera la lourde responsabilité d'avoir liquidé les forces militaires progressistes en appelant au calme, à la «solution politique», (c'est à dire à sa propre participation, à lui P«C»P, au gouvernement). Il confirmait son communiqué de la nuit et son attitude au régiment des fusiliers marins par un communiqué diffusé le matin, où il appelait les travailleurs à rejoindre normalement leur poste de travail, ce qui empêchait pas de nombreuses usines de se mettre cependant en grève.

Le résultat prévisible de l'offensive de la droite dans l'armée, on peut le deviner d'après l'attitude des commandos lors de la prise de la base de Monsanto : alors que les parachutistes s'étaient rendus sans opposer de résistance, les troupes réactionnaires ouvraient le feu après coup sur la foule des ouvriers venus soutenir les soldats progressistes. Désormais, si l'offensive réactionnaire se confirme, les masses populaires vont se trouver livrées à la répression au cours de leurs mouvements de lutte, sans plus disposer du bouclier que constituait si souvent les unités militaires progressistes. C'est un tournant vraisemblablement décisif que la situation portugaise vient de connaître, au profit de la bourgeoisie.

**MANIFESTATION
JEUDI 27 NOVEMBRE
PARIS (métro Parmentier)
18 H 30
à bas le franquisme sans Franco
libération de tous
les prisonniers politiques**

à l'appel du FRAP, du Parti communiste Révolutionnaire (ml) UCF (ml), HR, UCJR, JCMLF

L'INDULTO DE JUAN CARLOS :

une goutte dans l'océan de répression

Quelle est la réalité de la clémence de Juan Carlos ? Y a-t-il de quoi faire la une des journaux ? En vérité, il n'y a même pas de quoi fouetter un chat !

Tout d'abord, l'indulto est une simple remise de peine et non une amnistie, c'est-à-dire qu'elle n'efface pas les peines.

En second lieu, ce n'est pas la première fois qu'il y a un indulto, qui est toujours une bonne opération publicitaire, mais dont la réalité est plus que douteuse. D'ailleurs, l'indulto n'est pas non plus une grâce générale et totale. La mesure prise dans la nuit du 25 au 26 novembre devra encore être appliquée et par les tribunaux précisément qui ont condamné à mort nos cinq camarades.

Ne serait-ce que dans le détail des mesures prises, on s'aper-

çoit que le texte est truffé de limitations : la remise de peines est totale seulement pour les peines de 1 à 3 ans de prison. Or qui en Espagne a été condamné

à ce genre de peines ? Certainement pas les combattants antifascistes ! Il s'agit pour l'essentiel des prisonniers de droit commun. En effet, la plus petite

des plus insignifiantes des actions était déjà dans le régime fasciste passible des plus lourdes condamnations. Combien en Espagne se sont vus infliger des années de prison pour avoir, à une terrasse de café, fait «un chiste» (plaisanterie), jugée subversive ? Des milliers sans doute ! Combien, pour avoir seulement diffusé un tract, ou lutté pour leurs revendications les plus immédiates ont réuni sur leur seul nom près d'un siècle de prison ? Des milliers aussi. Et l'«indulto» aujourd'hui ne concernerait que 2 000 personnes, alors que seulement depuis la proclamation de l'état d'exception, plus de 10 000 personnes ont été arrêtées, non parce qu'elles étaient coupables d'avoir lutté contre le fascisme, mais parce que, simplement, elles étaient en puissance des suspects. Au moment où Giscard s'appête à donner sa bénédiction libérale à Juan Carlos, il faut rappeler cela, il faut rappeler qu'en Espagne fasciste, tout acte de propagande «illégal» est assimilé à un acte de terrorisme et qu'explicitement, le terrorisme n'est pas concerné par l'indulto. 2 000 personnes libérées alors qu'en Espagne, il y a au moins 20 à 30 000 prisonniers politiques, sans doute plus. 2 000 libérés, alors que la répression, elle, n'a pas connu de trêve : quelle parcimonie, quelle comptabilité dans cette soi-disant clémence qui réduit d'un quart les peines de prison de 6 à 12 ans, d'un cinquième celles de 12 à 20 ans, d'un sixième celles de 20 à 30 ans. En fait de cadeau, une goutte qui ira se confondre avec toutes les gouttes de sang que le fascisme a extorqué aux peuples d'Espagne. L'exigence de tous les patriotes anti-fascistes est la libération totale, immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques.



SAHARA OCCIDENTAL : L'ARMÉE ESPAGNOLE AUXILIAIRE DES TROUPES MAROCAINES

Notre peuple qui fait face actuellement à l'invasion militaire marocaine considère l'accord conclu entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie comme nul et non avenu comme un acte d'agression et de brigandage», déclarait le front Polisario au lendemain de la signature de cet accord. L'Espagne a essayé de justifier cet accord en disant qu'il respectait les décisions de l'ONU. En réalité, aujourd'hui nous assistons à une collusion entre les forces armées espagnoles qui restent au Sahara et l'armée marocaine d'invasion.

L'Espagne s'est engagée auprès de Hassan II de lui remettre les territoires et les postes dont elle se retirait. Il y a une semaine, le 16 novembre un bataillon de l'armée marocaine était intercepté : il devait

se rendre à Smara pour relever l'armée espagnole, chargée de lui remettre les clefs de la ville. Le capitaine Tahiri Taher chef du détachement a été capturé au cours de la bataille.

L'armée espagnole ne tient plus que trois enclaves : El Aioun, Villa Cisneros, les deux grands ports et la ville minière de Boucraa. Dans lesquelles le couvre-feu, le quadrillage militaire, sont maintenus. Jusqu'au bout le colonialisme espagnol opprime le peuple sahraoui. Elle ne participe pas directement aux combats, mais ses avions survolent le territoire du Sahara et livrent leurs observations directement à l'armée marocaine.

Ainsi, sous couvert de désenga-

gement le fascisme espagnol fait tout pour faciliter l'agression marocaine contre le Sahara occidental.

C'est la Phalange qui est intervenue directement auprès du chef de la jema'a, l'assemblée des notables mise sur pied par l'Espagne pour qu'il rallie Hassan II, c'est la phalange encore qui est intervenue auprès du secrétaire général du Parti d'Union Nationale du Sahara, mis sur pied par l'Espagne pour qu'il rejoigne Hassan.

C'est le colonialisme espagnol qui veut livrer le Sahara au Maroc, et transforme l'armée espagnole en auxiliaire de l'armée marocaine, mais le peuple sahraoui s'est dressé contre le colonialisme espagnol, il fait face aujourd'hui à l'agression marocaine. C'est lui qui doit être seul maître du territoire.

Hélène VARJAC

Antoine JALLIEU